

Au sujet du concept de valeur

« De la nécessité de renouer avec le développement de nos forces de vie »

Notre système socioéconomique repose sur un ensemble d'incitations économiques et sociales. L'économique est régit par des incitations monétaires, quand le social est fondé sur des valeurs, des normes sociales, des pratiques de solidarité et des mécanismes de reconnaissances. Ces deux ensembles d'incitation interdépendants, longtemps équilibrés, ont contribué, pour l'un, à assurer la cohésion sociale, pour l'autre, à pourvoir à nos besoins économiques.

Ils ont pris des trajectoires différentes qui se sont accentuées ces dernières années sous le poids grandissant d'une sphère économique de plus en plus hégémonique et aveugle aux besoins sociaux et aux nécessités environnementales.

La sphère économique, portée par la centralité de la logique monétaire et financière, s'est imposée comme la logique suprême. L'argent, veau d'or de nos sociétés, est devenu le bien suprême sensé pouvoir répondre à tous nos besoins et tous nos problèmes. L'économie est désormais le prisme dominant par lequel nous percevons le réel et nous interagissons avec lui. Tout tend à devenir problème d'argent et tout est sensé pouvoir être résolu par l'argent. Hors de lui point de salut. Son pouvoir hypnotique, n'est pas nouveau et se retrouve tout entier dans la formule prêtée à un grand chef sioux : « Le jour où ils auront coupé le dernier arbre, pollué le dernier ruisseau, pêché le dernier poisson, alors ils comprendront que l'argent ne se mange pas ».

La propension de l'économie à tout marchandiser tend à ronger les bases relationnelles de nos sociétés, ou plus exactement à tuer les « biens relationnels¹ » qui constituent le ciment de notre sphère sociale. Beaucoup de nos biens culturels sont ainsi devenus des "produits" vidés de leur substance relationnelle et donc de leurs rôles sociaux. Le repas, par exemple, désormais trop souvent réduit à l'acte de manger a perdu une bonne part de sa vertu relationnelle au sein de la famille. Le soin est un autre exemple encore plus révélateur. Il est à l'origine un bien relationnel et gratuit qui fonde les relations de solidarité et ne peut de ce fait être restreint à sa dimension technique. Sa marchandisation l'a en grande partie transformé en prestation médicale d'un médecin ou d'une infirmière dont le contenu relationnel est réduit à son minimum. Cela est aussi vrai pour nombre de services et de l'échange de bien physiques qui participaient autrefois de la logique troc ou de don/contre don et formaient le ciment de nos relations sociales. Autrement dit, le capitalisme en tendant à réduire tout à de la marchandise contribue à la fabrication de liens utilitaristes et marchands et détruit des biens sociaux essentiels à la cohésion de nos sociétés.

La pollution de la sphère sociale par l'économie capitaliste ne s'arrête pas là puisque les incitations sociales ont très souvent été remplacées par des incitations monétaires. Modalité par lesquelles on tend de plus en plus à piloter les comportements individuels au nom d'une forme de rationalité au nom de laquelle on évacue une bonne part de la complexité sociale. Le tout aux dépens des valeurs citoyennes, des différentes formes de coopérations spontanées, du vivre ensemble et le développement du bien commun. L'économie, par ces méthodes en complète contradiction avec nombre d'enjeux sociaux, est en grande partie à

¹ Nous devons ce concept de « bien relationnel » aux économistes italiens Genovesi et Muraori. Selon ces derniers, ce bien basé sur la valeur culturelle et sociale, ne peut être réduit à des ressources économiques ou à un facteur de production

l'origine de l'individualisme de citoyens réduit à un rôle de consommateur et de l'anomie sociale².

Pour la sphère économique, toute à sa croyance d'une croissance infinie dans un monde (quasi) infini où l'accès aux ressources est régulé par la loi de l'offre et la demande, le social est devenu une variable d'ajustement et les dégâts causés par l'économie, sont appelés à être réparés/résolus par cette même économie. Aveuglés par notre prétention à dominer la nature, nous en sommes rendus à chiffrer économiquement la possible disparition des abeilles en imaginant le coût d'une solution technologique suppléant aux services écosystémiques rendus par ces précieux insectes. Nous marchons sur la tête. Ce raisonnement n'est pas tenable, car si ces sphères sont bien interdépendantes, elles reposent sur des valeurs propres qui ne sont pas miscibles dans la seule économie. Nous commençons heureusement à prendre conscience que nous vivons dans un monde fini dont nous avons largement entamé le capital. L'urgence, l'absolue nécessité, est d'en prendre soin collectivement en mobilisant toute notre intelligence et notre énergie autour de la diminution de notre impact et la restauration de sa résilience. Il ne s'agit plus seulement de construire notre monde, mais, pour reprendre la formule d'Albert Camus lors de son discours de Stockholm, « d'empêcher qu'il ne se défasse ».

Aujourd'hui, si l'on ne veut faire face aux enjeux de la transition sans que la société ne se délite, il nous faut inventer des modalités à partir desquelles on pourrait favoriser conjointement le développement de l'économie, de la cohésion sociale et d'un juste rapport avec l'environnement. Cela suppose, tout à la fois, de diminuer fortement l'impact entropique de nos activités économiques tout en conservant une forte capacité de mobilisation autour des enjeux économiques à venir, de restaurer notre capacité à créer de la valeur sociale et de nous inscrire dans une relation symbiotique avec notre environnement ; le tout par l'invention de nouveaux outils et modalités de contributions dont les acteurs sociaux, individuels et collectifs, se feraient le relai. Dit autrement, il s'agit, ni plus ni moins, de définir un nouveau contrat social fondé sur la préservation de notre maison commune.

Cela implique de renouer avec le sens originel du concept de "valeur", qui initialement, selon P. Viveret signifiait « force de vie » et renvoyait donc plus largement aux différentes formes de valeurs créées au sein des champs économiques, sociaux et environnementaux sur lesquelles nous fondons notre développement. Aujourd'hui, ce concept a été préempté par l'univers économique et la valeur que nous produisons n'est vue qu'au travers d'un seul indicateur : l'argent. Désormais, pour reprendre l'expression de P. Viveret, « seul compte ce qui se compte » et nous avons invisibilisé « ce qui compte vraiment pour nous », car une bonne part de cette valeur n'a pas d'équivalent monétaire. En effet, quoi de plus important, de plus précieux à titre individuel et collectif, qu'une relation de qualité avec « les autres », l'amitié, l'amour. Or, non seulement cette valeur n'a aucun équivalent monétaire et l'argent peut difficilement l'acheter.

En dépit de cette évidence, nous continuons à mesurer et piloter notre développement en fonction des seuls résultats de croissance économique et à partir du PIB, un indicateur qui « mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue³ ». Pour prétendre piloter

² Le concept d'anomie a été forgé par E. Durkheim. « Il caractérise la situation où se trouvent les individus lorsque les règles sociales qui guident leurs conduites et leurs aspirations perdent leur pouvoir, sont incompatibles entre elles ou lorsque, minées par les changements sociaux, elles doivent céder la place à d'autres » (source : universalis.fr/). Il est aussi inhérent à la complexité grandissante des sociétés et à la diversité des populations qui peinent à conserver leur cohésion sociale autour d'enjeux partagés.

³ Formule de Robert Kennedy dans son célèbre discours de 1968

notre économie ou plus largement notre développement, il nous faudrait à minima coupler cet indicateur à des indicateurs de développement humain. Malheureusement, ces derniers n'ont pour l'instant pas le caractère opératoire du PIB, autour duquel notre comptabilité nationale est construite. Par ailleurs, dans un contexte de crise et de chômage, on s'accroche plus que jamais à la sacro-sainte croissance, dont nos économies capitalistiques sont prisonnières et dont il faudra se résoudre à réviser les termes. Le PIB nous enferme dans une forme de raison instrumentale régie, selon le philosophe allemand Habermas, par le pouvoir bureaucratique et l'argent-roi. Lorsque ces deux vecteurs modernes de la raison instrumentale s'imposent dans le débat, nous dit-il, « la contrainte de l'efficacité se substitue à la discussion démocratique. L'état et le marché s'allient pour imposer leurs normes à la société civile⁴. » Ils exercent ainsi, pour ce philosophe, une forme de violence anonyme qui éteint toutes les formes de contestation.

Par ailleurs, le PIB rend compte de toutes les activités contribuant à la création de valeur monétaire sans distinguer la nature de ces activités. Ainsi, cet outil enregistre de la même façon la valeur créée par la part positive de notre économie (activités qui contribuent à la restauration de nos équilibres écologiques ou qui tout du moins ne les détériore pas) et sa part nocive (activités qui contribuent au gaspillage et aux pollutions de tous ordres). Selon Bertrand Picard, ce mode de calcul et de pilotage nous a enfermé dans un faux dilemme : la croissance ou la décroissance. Or, si la décroissance est philosophiquement juste, elle est psychologiquement peu audible par une grande majorité des citoyens. Une troisième voie existe : la croissance qualitative. Cette dernière devrait nous permettre, en mettant la focale la part positive de notre de notre économie, d'orienter nos efforts économiques vers les nécessités de la transition : encourager les activités peu consommatrices de ressources et peu polluantes, la production d'énergie renouvelable, d'économiser de l'énergie (négawatt), la production de matériaux propres et autres. Autrement dit, elle encouragerait une croissance qualitative tournée vers nos besoins essentiels en provoquant, dans le même temps, la décroissance des activités et pratiques anti écologiques contraires aux enjeux de la transition (activités sur lesquelles il s'agirait bien sûr de légiférer pour les rendre plus difficiles à exercer et en accélérer la décroissance). Si l'on prend l'exemple de l'agriculture, on voit facilement en quoi un indicateur de croissance qualitative pourrait contribuer à transformer nos pratiques en poussant l'agroécologie et en stigmatisant les approches industrielles fondées sur la mécanisation à outrance et les entrants chimiques.

Le renouement avec le concept de valeur, au sens du développement de forces de vies, implique aussi d'inventer de nouveaux outils/concepts incitant conjointement au développement de valeurs économiques, sociales et environnementales, sans qu'aucune de ces sphères ne prévalent sur d'autres. Ces outils, pour être opérants, devraient donc aussi favoriser les contributions en lien avec la part non économique de nos sociétés ; part trop souvent négligée et pourtant si essentielle à leur fonctionnement. Cette dernière repose sur une infinité de contributions le plus souvent invisibles et donc ignorées. Ces contributions, ces échanges souvent infimes, entre les hommes et entre les hommes et le reste du vivant, forment le socle de nos sociétés. Sans elles, aucune économie ne serait possible. Or, cette base essentielle, loin d'être définitivement acquise, est rongée par une logique économique hégémonique et destructrice des solidarités et des liens fondamentaux. La crise entraînée par l'épidémie du virus de la COVID est venue nous rappeler avec force, depuis le premier confinement de mars 2020, l'importance de cette base et a remis en lumière le rôle essentiel de beaucoup d'invisibles en charge de nos besoins fondamentaux. C'est un bien commun qu'il nous faut non seulement préserver, mais dont le (re)développement constitue la clef de

4 Michaël Foessel, « Habermas, portrait d'un modéré obstiné », *L'Obs*, n° 2781, février 2018.

notre capacité collective à répondre aux exigences du monde à venir. À cette fin, il est impératif de mieux objectiver les contributions et échanges non monétaires dans les sphères sociales et environnementales, de mieux les reconnaître et de favoriser leur développement. Une fois doté de ces nouveaux outils et concepts on devrait être en mesure de piloter le développement d'un pays ou de tout autre territoire à partir de l'intégralité de la valeur créée.

Dans ce nouveau cadre, on perçoit facilement que notre contrat social, qui reposait sur la seule rémunération de la création de valeur au service du « système économique⁵ », doit désormais encourager et soutenir avec autant de force la création de valeur sociale et environnementale. Cela implique de permettre à chacun de pouvoir vivre de façon digne, à égalité de dignité, de ses contributions économiques et/ou non économiques et d'assurer, à tous les acteurs sociaux, une protection sociale indépendante de leur travail, ou plus exactement indépendante d'un travail salarié (voir mon article sur le travail intitulé « éléments de réflexion sur le travail et ses possibles évolutions »).

Un nombre grandissant d'initiatives et de travaux, dont mon dernier livre participe⁶, concourent à la reconnaissance du concept de contribution comme possible base d'un nouveau contrat social. Je signale notamment la publication d'une première déclaration des droits du contributeur qui a été proclamée le 20 avril 2021 au nouveau théâtre de Montreuil⁷ ... soit le lendemain de la sortie de mon livre !

Pour conclure

Le renouement avec le développement de nos forces de vie nous invite à une analogie très vertueuse avec le développement de la vie sur terre. Notre planète, en l'espace de 3,8 milliards d'années, est passée de l'état de caillou à un extraordinaire écosystème au sein duquel la vie n'a pas cessé de se développer, ou de se redévelopper si on tient compte des cinq extinctions de masse déjà connue par la terre, pour aller vers des formes de vie de plus en plus complexe dont nous sommes le produit le plus élevé (en tous de notre point de vue).

Dans la nature, comme dans nos sociétés, ce qui fait vie, ce qui fonde la valeur de l'ensemble, ce sont les liens, les interactions transformatrices entre les différents éléments (le développement d'organismes de plus en plus complexes s'est fait sur la base de relations symbiotique⁸). Plus ces liens sont nombreux, plus les occurrences de combinaisons seront possibles, et plus un système devient potentiellement créateur de nouveaux liens et de valeur(s). Il nous appartient de développer « une économie du lien » pour construire les solutions et le potentiel de valeur dont nous avons besoin pour continuer notre développement en symbiose avec le reste du vivant. Tendre vers un tel objectif suppose de refonder un contrat social autour d'une économie du lien et de l'altérité pour mieux accueillir la vie dans toute sa richesse. Mais notre aptitude à élaborer un nouveau cadre de pensée et d'action de cet ordre dépendra donc également de notre capacité à nous défaire de nos croyances bloquantes, pour nous engager dans un processus d'exploration collectif le plus ouvert possible par lequel nous tracerons notre chemin pas à pas.

⁵ Cadre dans lequel on rentre toute l'activité productive et les services supports utiles à l'économie.

⁶ Jean Pascal Derumier - Pour une société contributive : une intelligence collective en émergence – Libre&Solidaire ; avril 2021

⁷ Voir cette déclaration : <https://contributive.org/fr/directory/2954/chapter/premiere-declaration-des-droits-du-contributeur-2954?redirectTo=home>

⁸ Ainsi l'être humain, vit en symbiose avec une multitude de micro-organismes comme des bactéries, des virus, des champignons et autres, dont le nombre est supérieur à celui des cellules de notre corps. La vie, et donc l'intelligence dont elle est porteuse, est étroitement dépendante des relations nouées par le vivant au cours de la longue histoire de son évolution. Sans liens entre le vivant, aucune vie complexe, donc aucun développement, n'est possible.